

Budget 2015 : peu de mesures pour lutter contre la pauvreté mondiale et les inégalités

Ottawa, 22 avril 2015. Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) croit que le Canada peut et doit faire mieux pour lutter contre la pauvreté mondiale et les inégalités, pour promouvoir les droits des femmes et pour freiner les changements climatiques, tous des défis majeurs de notre époque. À cet égard, le CCCI est déçu de constater le manque de mesures concrètes dans le budget 2015 pour s'attaquer à ces problèmes pressants, au moment même où se présentent plusieurs opportunités.

Le budget 2015 ne contient aucune annonce visant à améliorer les dépenses du Canada en matière d'aide au développement. En ne prévoyant aucune augmentation de son aide internationale, le Canada demeure en queue de peloton en ce qui concerne sa contribution relative à un monde plus sûr et plus prospère; il se situe au 16e rang sur un total de 28 pays donateurs.

« Ce dont le monde a cruellement besoin, c'est d'un Canada qui fasse preuve d'un leadership ferme et positif en augmentant son budget consacré à l'aide et en mettant en oeuvre des mesures pour réduire les inégalités », a dit Julia Sánchez, présidente-directrice générale du CCCI et initiatrice de la campagne « [On peut faire mieux](#) ». « Au contraire, ce budget ne fait presque rien pour réduire les inégalités ou pour fournir de l'aide aux gens les plus pauvres et les plus vulnérables dans les pays en développement ».

La réputation du Canada sur la scène internationale a souffert au cours des dernières années alors que la contribution du Canada en matière d'aide au développement, en termes de pourcentage du revenu national brut (RNB), a diminué de manière constante de 0,34 % à 0,24 %, très loin de la cible des Nations Unies fixée à 0,7 %.

« Nous savons que l'aide internationale ne pourra pas éliminer la pauvreté à elle seule, mais lorsqu'elle est utilisée de manière stratégique et qu'elle est investie dans les gens et les organisations, elle s'avère être un outil puissant » a indiqué Sánchez. « Un pays aussi privilégié que le Canada doit faire preuve de leadership en donnant l'exemple et en rehaussant son engagement d'un cran », a-t-elle ajouté.

Le CCCI espérait également que le Canada annoncerait, dans le cadre du budget et quelques mois avant la conférence de Paris sur le climat, la façon dont il entend réduire ses émissions de carbone et soutenir les pays en développement qui doivent faire face aux conséquences des changements climatiques. Mais rien non plus à ce sujet dans le budget.

Par contre, le budget 2015 annonce l'intention du Canada de créer une Initiative de financement du développement (IFD). Les IFD travaillent avec le secteur privé afin de promouvoir le développement et les investissements au sein des pays en développement.

« Bien que cela puisse être une bonne idée en principe, l'expérience des IFD en Europe a été décevante », a averti Sánchez. « Les pays en développement et le secteur privé local sont souvent les derniers à en bénéficier alors que les fonds servent surtout à appuyer les

exportations des pays donateurs et les intermédiaires financiers. Nous sommes très intéressés de savoir comment une IFD canadienne s'y prendrait pour renverser cette tendance ».

Le CCCI croit que le secteur privé du Canada a un rôle à jouer pour promouvoir un développement durable et inclusif mais, dans un contexte où le budget de l'aide a été amputé de manière si importante, il est nécessaire que l'IFD soit financée avec de l'argent neuf et non pas à partir du budget de l'aide. L'IFD doit aussi mettre en place des mesures visant à assurer que la majeure partie du soutien financier soit dirigée là où elle aura le plus d'impact : en favorisant des impacts de développement significatifs sur le terrain et en comblant un déficit de financement au niveau des entreprises du secteur privé local dans les pays les plus pauvres.

Le budget fédéral 2015 est un des nombreux moments clés au cours desquels le Canada aura l'occasion de démontrer du leadership sur la scène internationale cette année. En septembre, nous verrons l'adoption d'un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable pour tous les pays du monde. Et à la fin de l'année, nous assisterons à la négociation d'une entente sur le climat visant à éviter les conséquences catastrophiques des changements climatiques. Alors qu'ils se rendront aux urnes en 2015, la table est mise pour que les Canadiens relèvent collectivement le défi.

-30-

- Fondé en 1968, le [Conseil canadien pour la coopération internationale](#) est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous

- La campagne « [On peut faire mieux 2015](#) » demande au Canada, en cette année charnière, de faire preuve d'un plus grand leadership par rapport à trois défis mondiaux importants : la croissance des inégalités, les impacts des changements climatiques et la promotion des droits des femmes.

- Plus d'information sur les IFD :

Kwakkenbos, Jeroen (2012). *Private Profit for Public Good? Can investing in private companies deliver for the poor?* Brussels : Eurodad. Extrait de : <http://www.eurodad.org/files/pdf/520a35cb666a7.pdf>

Romero, Maria-Josée (2014). *A Private Affair - Shining a light on the shadowy institutions giving public support to private companies and taking over the development agenda*. Bruxelles : Eurodad. Extrait de : <http://www.eurodad.org/files/pdf/53be474b0aefa.pdf>

Vervynckt, Mathieu (2014). *Going Offshore - How development finance institutions support companies using the world's most secretive financial centres*. Bruxelles : Eurodad. Extrait de : <http://www.eurodad.org/files/pdf/5457b8e273cfa.pdf>

Pour plus d'information, les médias peuvent contacter

Chantal Havard

Agente de communication et de relations avec le gouvernement

Conseil canadien pour la coopération internationale

613-241-7007 poste 311

chavard@ccic.ca

www.ccic.ca www.onpeutfairemieux2015.ca